Parti Socialiste
Congrès national extraordinaire de Bagnolet
sur les problèmes européens
15 et 16 décembre 1973

Sommaire

Le président (Marcel Debarge) 1
Dominique Taddéi 2
Robert Pontillon 2
Didier Motchane 17
Georges Sarre 30
Pierre Mauroy 31

Séance du samedi 15 décembre 1973 (Matinée)

La séance est ouverte par Marcel Debarge, assisté des Secrétaires nationaux.

Le président (Marcel Debarge)

Mes chers camarades, au nom de la fédération Socialiste de la Seine Saint-Denis, je vous souhaite la bienvenue.

Je dois signaler que, d'ores et déjà, la fédération de la Seine Saint-Denis du Parti Socialiste pose sa candidature pour organiser d'autres Assises nationales et ce, si possible, cette fois dans une municipalité Socialiste du département. (Applaudissements)

Ce Congrès, consacré à l'Europe, se tient à un moment où de par les circonstances, de par les événements, ce problème se trouve au premier rang de l'actualité. Les déclarations sur l'Europe succèdent aux déclarations sur l'Europe, de la part du gouvernement, les Conférences aux Conférences et le gouvernement français s'avère incapable, de par la nature du régime qu'il représente mais aussi par un manque quasi total d'imagination, de proposer quelque chose de constructif dans ce domaine. Ceci est d'ailleurs une des caractéristiques du pouvoir actuel, que cela concerne la politique extérieure, la politique européenne ou la politique intérieure.

Le Premier secrétaire du Parti a dit que ce pays n'est pas gouverné, et la politique du "vas comme je te pousse" est à l'ordre du jour, à telle enseigne d'ailleurs qu'un des services qui, jusqu'à présent, fonctionnait le mieux, un des services qui dépend du gouvernement, un des services hautement spécialisé, hautement qualifié connaît, en ce moment, quelques avatars, je veux parler du service des poseurs de micros permettant l'écoute clandestine.

Si nous traitons un petit peu de manière ironique de tels faits, il va sans dire que de tels faits sont révélateurs d'un état d'esprit, là aussi, d'une nature politique

Fondation Jean-Jaurès

que nous devons dénoncer et nous devons nous élever devant de tels faits, malgré les propos de M. Marcellin de lutter contre de telles actions politiques.
Le Parti Socialiste, pour en revenir au problème qui nous préoccupe, doit au cours des assises nationales d'aujourd'hui préciser ses positions sur l'Europe, l'Europe que nous voulons bâtir, qui ne soit pas celle qui permette au capitalisme d'augmenter son emprise mais bien au contraire, après les confrontations nécessaires d'opinions de par nos initiatives, une Europe résolument tournée vers le Socialisme.
(Applaudissements)
Je dois signaler la présence dans cette salle, d'Henri Simonet, vice-président des Comités européens, les représentants du Parti Socialiste italien, du Parti Socialiste autrichien, du Parti Socialiste allemand, du Parti Socialiste belge et du Bureau de liaison du Parti Socialiste.
Je m'excuse si j'ai oublié quelques camarades des délégations étrangères.
(Applaudissements)
Je voudrais appeler les assesseurs, nos camarades Balou (?) de Côte d'Or, et Thienet (?) du Puy de Dôme, à la tribune.
Je donne la parole au camarade Taddéi.

Dominique Taddéi

Vous trouverez dans vos dossiers une feuille jaune ronéotypée du Secrétariat national à l'action culturelle. Je ne vais pas vous en donner le détail, c'est simplement pour vous dire que la séance de ce soir se terminera vers 20 heures de manière que nous puissions voir ensemble le film "Dialogue avec l'Amérique" qui traite des rapports entre le Chili, Cuba et les Etats-Unis. Il y aura ensuite une table ronde où nous aurons notamment M. Ortega, qui est Ambassadeur de Cuba à Paris et Uribe, Ambassadeur de l'Unité populaire à Pékin, ainsi que Régis Debray et d'autres invités. J'espère que vous pourrez tous y assister.

Le président - Je dois signaler l'arrivée également de nos camarades portugais.
(Applaudissements)
Je passe la parole à Robert Pontillon, Secrétaire national aux Affaires internationales.

Robert Pontillon

Camarades, mes premiers mots seront d'abord pour remercier tous les techniciens, experts et spécialistes du Parti qui ont bien voulu nous apporter leur collaboration, collaboration souvent éminente et toujours précieuse dans l'élaboration des documents qui vous sont présentés.
Nos remerciements vont également aux responsables des services d'impression et d'édition du Parti qui ont fourni, en la circonstance, un effort exceptionnel.
Camarades, le programme du Parti a été adopté à Suresnes le 12 mars 1972.

Fondation Jean-Jaurès

Marqué de l'esprit de conciliation et de volonté unitaire qui animait le Parti depuis le Congrès d'Epinay, il a sans doute sacrifié davantage par certains aspects à l'esprit de synthèse, au souci de clarté. Ainsi en est-il de l'Europe où quelques passages du chapitre qui lui est consacré ont pu apparaître, soit antinomiques les uns des autres, soit parfois même ambigus.

Le programme commun a été adopté le 27 juin 1972, après moins de trois mois de négociations sérieuses, laborieuses parfois mais toujours sous-tendues par la volonté d'aboutir à la crédibilité nécessaire. Quoiqu'on ait pu en prétendre, le passage sur l'Europe est clair, précis, contraignant, insuffisant sans doute par certains de ses aspects mais peut-être plus précis dans son engagement que le programme du Parti lui-même.

Dix-huit mois ont passé depuis, qui ont vu se dérouler un certain nombre d'événements.

Personne ne contestera que, modifiant les données du jeu politique international, ils appellent aujourd'hui de notre part approfondissement et mise au point, dès lors que tous réagissent directement sur la crise de l'Europe.

C'est ce qu'avait clairement pressenti notre Congrès de Grenoble quand il avait décidé du principe de ses assises. Citons seulement, pour développer cet environnement de politique internationale : la crise monétaire qui n'a pas fini de toucher le monde occidental la dévaluation du dollar et la crise du sterling, l'ouverture des négociations, la politique commerciale du Nixon-Round et la Conférence de Genève, de juin 1973, la crise sensible de l'énergie et, en ce moment même, à Copenhague, la réunion au sommet.

Ces phénomènes n'ont pas seulement affecté le domaine économique, certains intéressent le plan politique et celui de la sécurité et ils poseront également lourdement sur le destin du monde et, plus particulièrement, sur celui de l'Europe. Ainsi en est-il de l'affaiblissement progressif de l'hégémonie américaine, qui s'est affirmé au cours de la dernière décennie, de la dislocation de l'ancien système colonial, des conséquences de la Guerre du Vietnam, des conflits du Proche Orient, du poids exorbitant des armements sur les économies mondiales : 80% des dépenses militaires mondiales pour les seuls Etats-Unis et l'Union soviétique. D'autre part, la progression des nouveaux Etats et la participation croissante des pays du camp Socialiste au commerce mondial ont ruiné le vieil équilibre, provoqué la crise du système monétaire et pesé sur le développement des échanges commerciaux.

Aujourd'hui, les pays du tiers-monde poussent à la modification des rapports commerciaux avec les pays industrialisés et cette modification remet en cause les bases mêmes sur lesquelles repose l'expansion des pays capitalistes.

Ainsi, au monde connu des Congressistes de Suresnes ou des négociateurs du programme commun, un univers en mouvement ébauche les contours d'un autre équilibre international qui nous affecte directement. Un nouvel ordre mondial s'organise, fondé sur l'existence d'un directoire entre puissances, une sorte de condominium à participation Communiste, où l'Europe se voit assigner une vocation régionale, tandis qu'à l'autre bout du monde s'affirme un 3ème pouvoir aux démarches prudentes et subtiles, à la stratégie mouvante, lourde encore

d'incertitudes, mais riche de sa confiance en elle-même, la Chine.
La détente entre les blocs a certes progressé, mais elle laisse subsister des tensions à l'intérieur des blocs eux-mêmes ; elle est comme une sorte de modus vivendi basé sur l'égalité relative de la dissuasion, fondé sur le refus des confrontations violentes à l'intérieur des zones reconnues d'influences respectives, et assorti d'un engagement commun à éviter les affrontements majeurs dans les secteurs marginaux de l'Asie ou du Proche Orient.
Le temps me fait défaut pour pousser plus loin l'analyse, mais les travaux des groupes d'experts du Parti, dont je voudrais redire ici la qualité et l'intérêt, offrent à cet égard une somme de réflexions et d'études de la plus grande importance.
Revenant à l'Europe, qui est notre sujet d'aujourd'hui, je retiendrai seulement que le nouveau rapport des forces internationales apparaît générateur d'un certain équilibre mais que sa permanence demeure fragile, et ce pour plusieurs raisons :
- d'abord, parce que la co-existence pacifique n'est pas synonyme d'immobilisme et que l'URSS elle-même n'exclut pas de favoriser telle ou telle évolution qui lui paraisse finalement profitable.
- ensuite, parce que le jeu des forces progressistes dans le monde, joint à certains éléments d'instabilité, constituent par eux-mêmes un facteur d'incertitude.
Des évolutions sont possibles, des modifications sont probables en Europe même, du fait de la situation particulière de l'Allemagne ; je parle aussi, camarades, des conséquences que peut entraîner l'accession au pouvoir d'un gouvernement de la Gauche en France.
Contradiction croissante aussi d'un monde capitaliste qui voit aujourd'hui l'Europe issue hier de la volonté américaine s'affirmer comme une alliée incertaine et un concurrent redoutable, car le succès même de l'intégration économique européenne accroît les rivalités avec nos voisins d'outre-Atlantique.
Cet affaiblissement relatif d'influence, les Etats-Unis cherchent à le compenser par un effort contrôlé d'expansion économique, ici avec les eurodollars, ailleurs par leur dynamisme et leur technologie dans les zones sous développées, là encore par la concertation internationale des usagers capitalistes du pétrole du type de l'action proposée au Conseil Atlantique de Londres par M. Kissinger dans la foulée de la nouvelle charte Atlantique.
L'Union soviétique elle-même n'échappe par entièrement à cette pénétration insidieuse du capitalisme le plus agressif dès lors que le développement stratégico-économique de la Sibérie déborde ses possibilités propres et qu'il lui faut importer de l'aide étrangère.
Dans le même temps, le développement des rapports et des échanges Est-Ouest s'amplifie, levant ou atténuant les vieilles méfiances et il faut s'en féliciter : l'Union soviétique n'inspire pas toujours confiance, mais elle n'effraye plus et le progrès, en Europe même, de tendances plus ouvertes à une coopération politique et économique débordant les frontières introduit progressivement dans le jeu diplomatique la dimension nouvelle d'une ambition pan-européenne.
Aux frontières du monde occidental enfin, de nouveaux équilibres s'instaurent,

Fondation Jean-Jaurès

une solidarité eurasienne s'affirme, unissant blancs et jaunes dans une commune volonté de puissance.
Dans ce monde en mouvance, l'Europe demeure ballottée et prisonnière de ses impuissances. Objectivement, par l'idéologie dominante qui inspire ses structures économiques, par la philosophie libre échangiste qui gouverne souverainement ses échanges, elle Participe totalement au monde capitaliste.
Dans le même temps, poussée par les contraintes circonstancielles ou historiques, elle a dû mettre en place des structures propres d'intervention qui sont déjà un premier élément d'organisation et de solidarité. Que ceci résulte d'une approche pragmatique, réagissant à l'événement, davantage que d'un consensus profond sur des orientations fondamentales, n'affecte en rien leur importance.
Ce consensus qui s'est altéré avec le temps existait au début des années 50 quand s'est amorcé le processus d'intégration qui a conduit à la Communauté des Neuf.
Il peut, camarades, renaître de la crise actuelle et trouver dans l'élargissement récent de la Communauté un élan et un dynamisme accrus.
Confusément, encore, chacun ressent qu'il est temps d'en finir avec la période des improvisations continues, improvisation de l'intégration économique, improvisation des politiques communes ou des ajustements monétaires, que le temps est venu d'aller vers un dépassement du Marché Commun actuel, pour tendre à la construction d'une nouvelle force d'équilibre dans le Monde.
L'Europe nous paraît donc avoir ainsi devant elle plusieurs avenirs ouverts.
Une de ses options pourrait être de faire du nationalisme le principe de la construction européenne. C'était, si ce n'est encore, la thèse gaulliste de "la chaise vide" et de la double hégémonie. Elle suppose, cette conception, une maîtrise de notre indépendance économique, politique et militaire que dément l'interdépendance croissante du développement mondial. Elle impliquerait, de plus, dans sa logique même, un système autonome de défense nucléaire hors des moyens, sinon de l'ambition, de l'Europe des Neuf, et assorti, de plus, d'un pouvoir politique européen, avec un président doté de l'autorité suprême, ce que refusent - et ce n'est pas là leur moindre contradiction - les héritiers du Père disparu.
Une autre option pourrait être la tentation de la neutralité, sinon du neutralisme. Mais, qui peut concevoir la neutralité comme un accélérateur d'une cohésion que tout le monde reconnaît nécessaire ? Qui peut penser que le neutralisme ait jamais constitué un moteur pour une unification devenue vitale pour tous ? Et cette Europe neutralisée, camarades, comment faudrait-il encore l'entendre ? Armée ? Et ceci implique le développement d'une force nucléaire européenne autonome. Non armée ? Est-ce concevable sérieusement au niveau d'une entité qui regroupe 10% de la population mondiale, 20% de la production mondiale, 30% du commerce international et dispose de 40% des réserves monétaires de l'ensemble du monde ? Sauf alors à s'abandonner, par anticipation, comme un objet offert, aux appétits rivaux des hyper-puissances.
La neutralité est une recette acceptable, à la rigueur, pour quelques petites

Nations prises isolément ; elle ne l'est pas au niveau d'une communauté de l'ampleur des Neuf.
Reste alors le choix difficile d'une forme d'interdépendance contractuelle au travers de laquelle l'Europe cherchera progressivement les voies d'une indépendance plus réelle, et cela est possible. Cela est possible car l'équilibre de la terreur a progressivement vidé le pouvoir militaire de l'essentiel de sa substance et, ce faisant, il a valorisé des formes nouvelles d'influence et d'action, dont la moindre n'est pas la puissance économique.
Ainsi l'Europe, point traditionnel d'équilibre, peut-elle aspirer à devenir exemplaire en ce sens qu'elle serait, pour la première fois, une entité importante que le déclin de sa puissance militaire et coloniale ne condamnerait pas obligatoirement à la vassalité, mais deviendrait l'exemple d'une forme nouvelle de civilisation politique.
Mais, cette régénérescence de l'entreprise européenne passe par le Socialisme et c'est aux Socialistes européens qu'il appartient aujourd'hui de faire sortir les institutions et les politiques des sentiers où ils se sont enlisés.
Monsieur Kissinger pouvait proclamer récemment : "1974 sera l'année de l'Europe". Elle est plutôt, camarades, celle de la crise de la construction européenne.
L'affaiblissement progressif de la Haute Commission devant la sainte alliance conservatrice de Heath et de Pompidou, la résurgence des nationalismes ici et là, la tentation des replis autarciques, trouvent leur illustration dernière dans la crise énergétique et l'improvisation du Sommet de Copenhague, convoqué sans ordre du jour ni préparation diplomatique sérieuse et dont on peut légitimement craindre qu'il serve seulement d'alibi à l'inaction.
Sans doute, le Parti ne doit-il pas condamner la formule de ces rencontres de Chefs d'Etat et de gouvernement dès lors qu'elle prépare et cerne les actions nécessaires et se charge progressivement d'une réalité nouvelle du type de celle que suggérait, il y a trois semaines, à Strasbourg, notre camarade Willy Brandt, en évoquant un futur cabinet européen ; nous exprimons seulement notre doute que l'institutionnalisation des Conférences au Sommet ne dissimule, en réalité, le secret désir de les constituer en instances d'appel, dessaisissant et stérilisant davantage encore les institutions établies de la Communauté Economique Européenne.
L'incapacité communautaire à faire face au problème crucial de l'approvisionnement pétrolier en établissant des rapports globaux et à long terme entre pays producteurs et consommateurs révèle, par elle-même, la fragilité de l'institution européenne. Dans cette affaire, la crise du Proche-Orient n'a agi que comme révélateur. Dès 1956, on savait que l'indépendance énergétique de l'Europe était fragile et que faute d'initiative et de courage politiques, les réveils risquaient d'être cruels. Les faits sont là pour en témoigner : 50% du pétrole mondial provient du Moyen-Orient, 15% d'Union soviétique, qui n'en exporte guère, 5% des Etats-Unis et 2% du Venezuela. Les pays producteurs, longtemps asservis à la domination des trusts mondiaux refusent aujourd'hui un système qui leur laisse 3% à peine d'un relèvement de 10%, quand il intervient, et en

réserve 7 aux syndicats pétrolier.
Sans doute est-ce la première fois qu'une matière première vitale est utilisée comme arme politique, circonstance aggravée de la pression que fait peser sur le jeu monétaire international la manipulation des capitaux issus des ressources pétrolières. Cette situation, dont les données étaient connues, donc prévisibles, donc maîtrisables, donne son véritable relief à la responsabilité gaulliste dans le sabotage d'Euratom, ainsi que l'a justement rappelé Alain Savary dans le débat du 23 novembre à l'Assemblée Nationale.
La crise de l'énergie est donc aujourd'hui la vraie mesure de l'insuffisance de coopération et de volonté européenne. Pour autant, les instruments de la prévention existaient : c'était l'Euratom. Pour autant, les moyens de la solidarité légale et effective de l'Europe étaient disponibles : c'était le traité de Marché Commun, qui dispose dans son article 103 : "Les Etats Membres considèrent leur politique de conjoncture comme une question d'intérêt commun ; ils se consultent mutuellement, et avec la Commission, sur les mesures à prendre en fonction des circonstances.", c'était encore l'article 30 ou l'article 34. Quant aux mises en garde, elles n'ont pas manqué. Dès le 13 octobre 1972, la Commission de Bruxelles signalait au Conseil des ministres l'urgence de mesures concertées en matière d'approvisionnement pétrolier et, à ce titre "elle estimait nécessaire d'adopter une directive prévoyant, en vertu de l'article 103, l'obligation pour les Etats membres de prendre les mesures législatives et réglementaires permettant de faire face de manière coordonnée, pour l'ensemble de la Communauté, à d'éventuelles difficultés d'approvisionnement."
Mais la crise qui secoue actuellement l'Europe des Communautés n'est pas seulement le fait d'un accident de parcours dans nos approvisionnements en pétrole. Elle n'est pas davantage le résultat du processus inflationniste des phénomènes monétaires ou de manœuvres spéculatives. Sans en contester l'importance, ces facteurs n'agissent que comme des accélérateurs.
En vérité, l'inflation s'explique essentiellement par le fossé sans cesse croissant qui existe entre une demande accrue de matières premières, de produits agricoles et alimentaires, et une production mondiale insuffisante pour faire face aux besoins du monde moderne. L'augmentation du prix de l'or, des matières premières, des produits agricoles, montre à l'évidence que ce fossé a tendance à s'élargir sans cesse davantage et, derrière l'inflation actuelle, se profile en vérité le spectre menaçant d'une grave crise économique.
Rapporté à la situation européenne, nous voyons ainsi se dessiner en filigrane, au travers de ces aspects divers, l'ensemble des données que soulève aujourd'hui notre débat sur l'Europe.
D'abord, le prix et le poids du blocage gaulliste sur le développement de la coopération économique et politique européenne. Les conséquences, ensuite, du mauvais fonctionnement des Communautés et de leur déséquilibre institutionnel permanent. Le détournement, enfin, des objectifs du traité par une application de plus en plus restrictive des textes.
Si ce Congrès, camarades, doit maintenir l'engagement européen du Parti tel que le Parti l'a voulu, sans concession à l'ambiguïté et en tenant compte des

exigences contemporaines, il lui faut aujourd'hui préciser plus avant sa politique et approfondir sa revendication dans un plan d'action concret et cohérent.
Une politique, cela se définit, en effet, par l'analyse du présent et le dessein de l'avenir, c'est-à-dire dans une perspective, après quoi il est facile d'en inférer une stratégie.
De l'analyse du présent, essentiellement de l'action communautaire, nous avons dressé, dans le rapport général qui vous a été distribué ce matin, un bilan sommaire. Je n'y insisterai pas davantage. L'Europe qui s'est faite depuis quinze ans, cette Communauté Economique Européenne qui n'est pas encore un acquis irréversible mais demeure un enjeu toujours fragile, n'est pas la nôtre ; elle n'est pas celle que nous avons voulue.
Certes, nous devons reconnaître que le bilan n'est pas totalement négatif. En quinze ans, les signataires du traité de Rome ont réussi à constituer une zone de très forte croissance économique ; les courants chauvins qui dominaient hier le cloisonnement des économies se sont considérablement affaiblis et, malgré la crise monétaire, malgré l'insuffisance de la politique sociale, l'élévation des niveaux de vie a été plus forte dans la Communauté que dans les pays qui lui sont extérieurs.
Par rapport aux Etats-Unis, la situation de la Communauté européenne s'est profondément modifiée. Considérée avec faveur dans la phase initiale de son développement, elle apparaît aujourd'hui, en dépit de la colonisation importante de certains secteurs par les Eurodollars, comme un concurrent redoutable dans le commerce mondial et une puissance non négligeable dans les affaires internationales.
La Chine Populaire lui prodigue ses encouragements. Le COMECOM commence à lui porter intérêt et plusieurs pays du camp Socialiste souhaitent négocier avec elle des accords préférentiels.
Mais ceci, c'est l'avers, séduisant et attractif, de la médaille. Le revers est moins engageant !
L'inflation a continué à saper la stabilité et la vigueur de nos économies en menaçant la croissance, l'emploi, la sécurité des revenus, particulièrement ceux du travail, tout autant que les efforts déployés pour améliorer la qualité de la vie.
Le fait que, pour affronter l'inflation, chaque pays prenne isolément des mesures différentes - différentes quant aux priorités et aux objectifs - se traduit nécessairement par un désordre monétaire international accru, que les grands argentiers de nos Etats cherchent en vain à maîtriser dans des réunions sans fin et sans contenu.
Depuis quelques années, cet ensemble de problèmes internationaux a conduit à parler beaucoup de voix unique de l'Europe, d'identité européenne, de personnalité européenne. Mais, en réalité, on n'est jamais allé au-delà t d'une interprétation restrictive de la politique commerciale commune d'une coopération dite politique c'est-à-dire de rencontres périodiques de ministres des Affaires étrangères et de hauts diplomates cherchant à s'informer mutuellement sur leurs politiques étrangères et éventuellement à les harmoniser ; de l'Eurogroupe au sein de l'Alliance Atlantique, dans lequel un ensemble étrange

Fondation Jean Jaurès

de semi-clandestins, de représentants des ministères de la Défense et des forces armées des pays européens parmi lesquels se trouvent le Portugal et la Grèce, bien sûr, mais dont la France est absente, parle à l'insu de tous des problèmes de la défense européenne, indépendamment de la définition d'une politique étrangère commune.

Dans toute cette constellation de problèmes, dans cet imbroglio, l'esprit communautaire est absent, du moins tel que nous l'avions envisagé, la préoccupation sociale reste ignorée, la volonté populaire est toujours négligée.

Nous sommes revenus à l'ère des marchandages et des suspicions : politique agricole contre politique régionale, développement institutionnel contre coopération monétaire... Le bilan de l'action communautaire fait apparaître en vérité un seul bénéficiaire : le capitalisme international; une grande absente : la démocratie.

Mais à quel moment entend-on la voix des travailleurs ou l'écho assourdi des préoccupations ménagères inquiètes de l'avenir dans cette construction technocratique ? Jamais ou très rarement.

Nous voulions, quant à nous, introduire une autre perspective, celle définie par notre programme, celle de l'Europe des travailleurs. L'Europe des travailleurs, c'est-à-dire tout à la fois le développement progressif d'un nouveau type d'organisation sociale le respect certes de la richesse des particularités nationales et culturelles qui ont façonné les patries, mais aussi le dépassement du cadre national étroit et mouvant pour faire de l'Europe une entité originale dynamique et influente dans le monde.

La constitution d'une fédération supranationale, héritière d'une partie des pouvoirs aujourd'hui encore détenus par les Etats et créatrice par elle-même de nouveaux pouvoirs incapable de naître par ailleurs, à l'échelle limitée des petits Etats ou des petites nations. Une fédération supranationale, une supra-nation, quelque chose qui serait - toutes mesures gardées - ce que devrait être au niveau national une réhabilitation réelle des pouvoirs locaux.

Une construction démocratique, enfin, parce qu'elle aurait intégré à sa vie institutionnelle et à ses structures des équilibres de pouvoirs qui sont normalement ceux des sociétés libres.

C'est ce que dit le programme du Parti, c'est ce qu'exprime le programme commun quand ils affirment que le gouvernement de la Gauche devra participer à la construction de la Communauté économique européenne, à ses institutions et à ses politiques communes.

Deux compléments essentiels sont, du reste, apportés à cette pétition de principe dans le document du 26 juin 1972.

Celui qui affirme que l'action du futur gouvernement doit tendre à libérer l'Europe "de la domination du grand capital " et à "démocratiser ses institutions ».

Qu'est-ce à dire, mes camarades, sinon qu'une telle orientation implique l'engagement d'une politique active, d'initiatives et la formulation de propositions concrètes. Il ne peut y avoir, dès lors, malentendu sur les intentions et divorce dans les interprétations, l'une qui serait restrictive et l'autre

Collection Jean Jaurès

maximaliste. L'une se fondant sur une fausse conception de l'indépendance nationale et ignorant les interdépendances du monde actuel, refuserait tout progrès vers davantage d'unité, dès lors qu'il paraîtrait porter atteinte à un principe maintenu dans son acception étroite par l'héritage gaulliste.
L'autre qui, au nom d'une supranationalité délirante, que personne du reste ne revendique plus dans nos rangs, accepterait par hypothèse de sacrifier à je ne sais quelle chimère la construction du Socialisme en France.
Une des préoccupations légitimes de la Gauche, la seule vraie et valable, a été et est toujours d'apprécier si la mise en oeuvre du programme commun risque de se heurter aux engagements européens de la France. C'est ce qu'explique le passage de notre programme qui dit :
"Le gouvernement de la Gauche devra obtenir de ses partenaires européens le respect de la marge de manœuvre indispensable aux pays membres, pour conserver la maîtrise de leur politique nationale, sans remettre en cause leur appartenance à la Communauté. Au lieu de constituer une entrave etc. » vous le connaissez bien.
Car si les Socialistes se refusent à dissocier leur lutte pour la construction du Socialisme en France de l'action pour le développement de l'intégration politique et économique de l'Europe, ils n'entendent pas, pour autant, subir les contraintes antagonistes d'une construction dominée par le libéralisme économique.
Ne cédons pas ici à la tentation facile des préalables théoriques, ce problème s'apprécie objectivement, par référence aux obligations contractuelles que le gouvernement de la Gauche entend assumer demain, dès lors qu'il maintiendra la France dans le cadre du traité de Rome.
L'objectif d'une France Socialiste dans une Europe qui ne l'est pas, mais qui peut être convertie au Socialisme n'est ni déraisonnable, ni incompatible avec les obligations du Marché Commun.
Quels sont, en effet, les instruments de politique économique concernés par le traité, en dehors de l'Agriculture et des conditions de concurrence ? Ce sont :
D'abord, les taux de change.
La consultation est prévue à l'heure actuelle. Si un gouvernement de la Gauche estimait qu'une dévaluation s'impose, rien ne peut l'empêcher de la réaliser.
A long terme, l'Union économique et monétaire implique des parités stables, mais qui restent toujours ajustables. A ce stade-là seulement, on peut craindre que la pression extérieure soit plus forte. C'est pourquoi elle doit s'assortir de mécanismes compensatoires (régions, etc.) mais nous n'en sommes pas encore à ce stade.
Ce sont ensuite les instruments fiscaux :
- les droits de douane sont communautaires ;
-le impôts indirects intérieurs sont harmonisés ;
- une politique Socialiste visant à accroître la part des impôts directs irait, en fait dans un sens "pro-européen". Car la France est particulièrement en retard dans ce domaine.
Ce sont encore les instruments de crédit :

- Taux d'escompte, coefficient de réserve, qui ne font l'objet que d'une coordination de principe. On peut très bien imaginer qu'ils soient utilisés à l'heure actuelle pour répondre à des objectifs de gauche, sans rencontrer d'opposition à la CEE.

Ce sont enfin les instruments de la balance des paiements : le contrôle des échanges de marchandises intra-CEE est supprimé, mais il est utilisé vis-à-vis du reste du monde dans les politiques communes.

Et puisque le premier problème que rencontrera un gouvernement Socialiste en France sera la fuite des capitaux, la ré-instauration d'un contrôle des changes, strict, ne serait pas interdite par la CEE pour faire face à une éventuelle situation de crise.

Les autres instruments de la politique économique demeurent du domaine national.

D'autre part, il existe d'ores et déjà des procédures ou des réalisations communautaires allant dans le sens de certains objectifs du programme commun, comme le montrent les exemples suivants :

- Dans le domaine social, les Etats membres s'engagent sur un certain nombre de points, art. 119 ; dans le domaine de la distribution des ressources, et dans d'autres secteurs, celui de la politique du développement régional en particulier, où la Communauté, qui dispose de ressources propres, est particulièrement bien placée pour apporter cette aide.

Qu'il s'agisse enfin des nationalisations, qui sont inscrites dans le programme commun, rien, camarades, dans le traité de Rome ne s'oppose à l'application des mesures inscrites au programme commun.

L'article 222 est en effet très clair, mais déclare à ce sujet : le présent traité ne préjuge en rien le régime de la propriété dans les pays membres.

De plus, la traité prévoit des clauses de sauvegarde permettant de se protéger contre les mouvements de marchandises ou de capitaux, qui perturberaient notre économie dans sa phase de mutation.

Dès lors que la marge de manœuvre est réelle, l'action Socialiste est clairement tracée. Il lui faudra, tout à la fois :

- concilier le nécessaire, pour tenir le pouvoir et en user conformément à son programme ;
- développer le souhaitable, pour donner à la revendication européenne une dynamique différente et définir une stratégie d'action conciliant le possible, le nécessaire et le souhaitable.

Concrètement, cela signifie que le gouvernement de la Gauche devra d'abord se saisir dans l'arsenal communautaire de tous les instruments abandonnés du traité de Rome, qui sont autant de leviers de la politique économique, et utiliser à ce titre de façon extensive les possibilités de l'article 235 qui, après être resté longtemps au purgatoire en est finalement sorti au sommet de Paris.

Il lui faudra également donner un élan nouveau aux politiques communes, pour mieux appréhender les besoins objectifs communs de l'Europe, qu'ils soient d'ordre conjoncturel, d'ordre économique, d'ordre de politique industrielle, ou qu'ils engagent la qualité de vie de la population.

Fondation Jean-Jaurès

C’est cela, me semble-t-il, le plan européen de relance Socialiste que la Gauche au pouvoir doit se fixer comme objectif prioritaire.
Or, je crois qu’on peut dire que la chose est possible, et non seulement ça, mais davantage encore, elle est une condition de la survie de l’expérience Socialiste en France et peut-être la seule chance réelle de déblocage du système européen tel qu’il fonctionne actuellement.
Dans le long terme, mais ce n’est plus là déjà le cadre fixé au programme commun, il est clair que ce problème de la marge de manœuvre se posera de façon différente mais il exige une réflexion d’un tout autre ordre, et d’une démarche plus approfondie.
Un autre facteur sera également à considérer ; celui de la dimension géographique du cadre communautaire et de l’élargissement des échanges entre cette partie de l’Europe où nous sommes et le reste du monde.
L’Europe des Neuf ne recouvre pas davantage la globalité de l’Europe démocratique que le COMECOM exprime l’exacte solidarité économique des pays Socialistes.
La diversité des économies des pays de l’Europe orientale dont les uns sont seulement exportateurs de matières premières ou de produits semi-fabriqués, et les autres exportateurs de produits finis, rend difficile une politique homogène d’échanges commerciaux.
La structure même du COMECOM, qui inclut la Mongolie et Cuba, mais exclut la Chine, la Corée et la République du Nord Vietnam, ajoute une complication supplémentaire à la mise en oeuvre d’une politique commerciale véritablement ouverte.
Dès lors, le développement des échanges Est-Ouest nous parait devoir s’orienter vers la mise en place d’une politique commerciale à deux niveaux :
- l’un privilégiant le développement des échanges bilatéraux entre la C.E.E. et les pays intéressés du camp Socialiste ;
- l’autre axé sur le développement des politiques communes et conjoncturelles de la compétence naturelle des entités communautaires, qu’il s’agisse de la C.E.E. ou du COMECOM.
Il reste que le renforcement des échanges intra-européns doit demeurer ouvert. L’Europe ne se limite pas aux pays de la C.E.E. et à ceux du camp Socialiste.
Elle comporte également et des individualités et des entités régionales dont on ne peut s’abstraire. La Finlande, la Suède et la Norvège font partie de l’Europe, au même titre que la Suisse et l’Autriche.
Les Balkans, sans évoquer les souvenirs de la petite entente sont une réalité dont l’histoire et la géographie ont modelé certaines formes de solidarité réelle. Dès lors, une authentique politique de développement régional à l’échelle réelle de l’Europe et du monde peut-elle négliger ces données et comme la France d’hier repliée sur son hexagone, ignorer les frontières vivantes d’une communauté diverse et multiple, dont la somme fait quand même l’identité vraie de l’Europe ?
A ce point de mon exposé, je ne voudrais pas, camarades, éluder le problème qu’il nous faudra un jour franchement et clairement abordé, celui de la défense

Fondation Jean Jaurès

et de la sécurité européenne.
Sur la toile de fond internationale, schématiquement décrite, derrière le jeu diplomatique contemporain, se profile la nécessité de repenser le problème de le sécurité européenne.
A moins d'erreurs diplomatiques capitales des américains et des européens, qui ne sont pas tout à fait impossibles mais peu probables, il n'y a pas lieu de craindre que l'Amérique cesse de s'intéresser à la défense de l'Europe occidentale. Mais la nouvelle conception que les Etats-Unis se font de leur rôle dans le monde, leurs nouvelles relations avec l'Union soviétique, les nouveaux problèmes économiques et politiques soulevés par les relations entre les Etats-Unis et l'Europe occidentale, la richesse accrue de la Communauté, tous ces éléments pousseront les Etats-Unis à réduire leurs responsabilités et leurs engagements en Europe, à demander - ils le font déjà - à leurs alliés d'accroître les leurs. L'alliance demeurera peut-être, mais sa structure sera nécessairement différente.
Les gouvernements européens et toutes les forces politiques européennes, y compris les nôtres, ont décidé depuis vingt ans, d'ignorer ce problème, mais la minute de vérité approche où il faudra décider, décider que faire des degrés accrus d'autonomie, et ces degrés d'autonomie que nous reprendrons aux Américains les transformerons-nous en une plus grande indépendance militaire nationale ? Ou en une plus grande indépendance militaire européenne ?
Je pose seulement la question, camarades, dès lors qu'il m'apparaît nécessaire de sortir de cette contradiction qui fait que l'Europe peut s'émanciper de l'Amérique mais avec l'aide du capital américain, qui fait que l'Europe peut se libérer du parapluie atlantique, mais tout en conservant la présence des troupes américaines sur le continent.
Devons-nous aller, au contraire, vers une position moyenne s'inspirant d'une sorte de neutralité active fondée sur une défense à la mesure du rôle pacifique de l'Europe, de ses ressources et de ses moyens ?
Le choix en la matière aura une importance décisive pour l'Europe dans son ensemble et pour chacun de ses Etats.
Sans aller plus avant dans le sujet, je crois, pour ma part, que la réflexion du Parti sur ce problème est tout à la fois urgente et nécessaire. A l'évidence, les choix ne sont ni simples, ni faciles et ils ne nous appartiennent pas en propre. Pour autant le Parti ne pourra les éluder ; ce n'est pas notre propos d'aujourd'hui, mais c'est certainement notre obligation de demain.
J'en arrive, camarades, au dernier élément de ma conclusion, en m'excusant de ce rapport nécessairement long.
Un des paradoxes de ce Congrès est qu'apparemment l'unité est totale sur la revendication européenne, mais que les modalités ou les circonstances dont cette adhésion s'assortit tendent finalement à en remettre en cause la finalité.
Vouloir l'Europe, c'est aussi l'accepter dans toutes ses conséquences et toutes ses implications. Dans ses développements nécessaires, comme dans ses orientations nouvelles. On ne fait pas l'Europe par l'addition des bovins et des betteraves ; il faut d'abord qu'elle soit ressentie comme une interdépendance

acceptée. La croissance française de ces derniers vingt cinq ans est le fruit du développement des échanges.
Mais le développement des échanges n'a de sens et d'avenir que s'il s'inscrit dans un développement communautaire accepté, c'est-à-dire, dans un système qui emprunta de plus en plus largement aux techniques de la planification.
Aujourd'hui, le libre échangisme apparaît, non seulement comme le terrain d'action privilégié des sociétés multinationales, mais aussi comme le meilleur moyen de maintenir la domination des Etats-Unis.
Dans le même temps, l'économie internationale ne peut ignorer le facteur dimension des entreprises, corollaire évident de la dimension nouvelle des marchés.
C'est une première raison pour laquelle la tentation de l'autarcie nous parait vouée à l'échec
Le vrai problème est donc de savoir si nous serons capables de profiter des fruits de l'interdépendance économique internationale tout en reconquérant le pouvoir de contrôler notre destin économique. Mais ce n'est possible que si la Communauté manifeste une unité réelle dans ses politiques économiques extérieures, pour mieux être en mesure de maintenir l'autonomie intérieure que requiert la réalisation des objectifs sociaux des Etats membres.
Toute tentative séparée de la part des Etats membres de se défendre contre les événements économiques générés de l'extérieur par le contrôle des capitaux, des politiques de taux de change, etc., serait vouée à l'échec, ne serait-ce que pour des raisons techniques, par exemple la masse de réserves dont il faudrait disposer pour faire face aux flux des capitaux spéculatifs. De telles tentatives créeraient de plus des tensions intolérables sur le fonctionnement interne de la Communauté elle-même.
J'ai déjà longuement insisté dans le rapport général sur l'illusion dangereuse qui consiste à accepter le traité de Rome en privant des moyens d'être.
Le préalable idéologique est un sophisme importé de théories dévoyées du Socialisme.
Les réalités, elles, sont là sous nos yeux :
- celle du programme commun, d'abord, qui n'envisage pas que je sache, la disparition de l'économie de marché
- celle du calendrier, enfin, qui nous impose, dans la charge anticipée du pouvoir, une attitude responsable et dépourvue de toute ambiguïté.
Le passage à l'Union économique et monétaire, c'est dans 6 semaines, la négociation commerciale et monétaire internationale se joue en ce moment même à Genève.
Envisage t-on sérieusement, comme le disait un jour récent le Premier secrétaire du Parti, que nous en aurons fini avec le capitalisme international dans les années qui viennent ou dans les six mois qui suivent ?
Pense t-on vraiment que si une offensive américaine contre l'Europe devait se poursuivre, en dépit des séductions récentes de H. Kissinger à Londres, il y aurait davantage d'Europe en 1974 ou en 1975 ?
Certes non, mais ce qui ont sûr, c'est qu'il y aurait davantage de chômage

Fondation Jean Jaurès

L'intérêt des travailleurs et des Socialistes nous parait donc clair.
Le freinage ou l'arrêt de l'expansion qui résulterait inévitablement de tout ralentissement de la construction européenne n'affecterait pas seulement l'équilibre des sociétés bourgeoises. Le Socialisme aussi est concerné.
Sans doute devient-il un recours nécessaire, dès lors qu'il s'agit de répartir plus équitablement les sacrifices et d'organiser plus rationnellement la production.
Mais la croissance est elle aussi nécessaire à la réalisation du programme commun. L'établissement de nouveaux rapports sociaux ne détermine pas, par elle seule, une croissance accélérée quand font défaut, pour occuper les forces productives ainsi libérées, énergie et matières premières.
L'économie française est déjà très dépendante de ses partenaires européens, plus de 50% de ses échangés se font avec la Communauté, un repliement sur elle-même entraînerait une crise économique sans précédent : un ouvrier sur trois travaille pour l'exportation.
Cela ne signifie pas, loin de là, que la France ne doive pas chercher à diversifier ses échanges, notamment en direction des pays scandinaves, à les étendre en direction des pays de l'Europe orientale, à les élargir en les équilibrant avec les pays du tiers-monde. Mais le marché français est à lui seul trop étroit pour permettre des séries de productions suffisantes, notamment dans les secteurs de pointe, ce qui n'est plus vrai déjà à l'échelle de l'Europe.
Sauf alors à pratiquer une politique systématique de subventions, qui ne pourrait durer bien longtemps, car son coût serait prohibitif, la rupture de la dynamique européenne se traduirait inexorablement par, en vérité, un affaiblissement de notre économie et une accélération de la colonisation américaine. C'est d'ailleurs quelque part la situation du moment.
Le contrôle, enfin, des investissements directs n'a de sens que s'il est coordonné à l'échelle européenne ; quand General Motors crée une filiale en République fédérale d'Allemagne, la France ne peut pas s'opposer à ses importations sur le marché français.
Dès lors, il est vrai d'opposer exportation et croissance de la consommation intérieure. L'effort de compétitivité de notre industrie ne doit certes pas se réaliser par une surexploitation des travailleurs et au détriment des équipements collectifs, mais par la réduction des gaspillages de toute nature Par contre, il est vital pour un gouvernement de gauche d'équilibrer ses échanges extérieurs. Ce sera là, camarades, n'en doutons pas, la principale contrainte de notre politique économique.
Enfin, dernière considération et non la moindre : il est vrai, il est certain que le succès de cette politique dépend pour une large mesure de notre aptitude à convaincre nos partenaires européens et à déterminer dans certains domaines leur solidarité.
Reconnaissons cependant que les conditions objectives sont plus favorables aujourd'hui que jamais. Six gouvernements sur neuf sont à dominante Socialiste. La majorité des forces politiques progressives européennes suit notre effort avec sympathie, j'entends celui du Parti.
Enfin, aurions nous si peu confiance en nous-mêmes pour ignorer ou négliger

l'effet d'entraînement qu'aurait à l'extérieur un succès de la Gauche en France ?
C'est sans doute le consensus populaire et le soutien actif des masses qui font aujourd'hui le plus gravement défaut à la communauté européenne. L'évolution récente, le poids des origines, le libéralisme triomphant ont malheureusement et trop longtemps provoqué l'indifférence ou l'hostilité des grandes masses ouvrières.
Confusément, les travailleurs se sentent à l'écart du débat européen, ne le sont-ils pas quelque peu du nôtre aujourd'hui ? Mais ce qu'ils refusent certainement, c'est une orientation qui viserait à leur faire supporter le poids des changements nécessaires, comme si le seul élément variable devait être, selon la formule du Communiste italien Amendola, le niveau de vie des peuples et non les privilèges des vieilles classes dominantes ?
Pour trouver ou retrouver cette confiance, la Communauté européenne doit tout à la fois élargir sa base démocratique, voir confirmer son autonomie et reconnue sa personnalité. L'élargissement du rôle des pouvoirs du Parlement européen sera à cet égard décisif, on en parlera tout à l'heure.
Tout autant, camarades, que notre point de vue, que la mise en place de cette structure d'action des Partis Socialistes des neuf, structure d'action et de concertation permanente avec les syndicats et les autres composantes de la Gauche européenne, structure qui fasse qu'elle soit mieux adaptée aux exigences des combats futurs, que certaines formules sclérosées que nous connaissons actuellement. Et, pour ce plan de réforme et de réanimation des institutions, pourquoi ne pas, selon la suggestion de notre camarade Spinelli, commencer par en confier le mandat au Parlement européen lui-même, pour le reste, c'est-à-dire ce qui est de la Gauche européenne, le Parti saura bien s'en charger.
Alors, que doit-on attendre de ce Congrès ?
Qu'il réaffirme d'abord sans équivoque et ambiguïté, son engagement européen, qu'il définisse ensuite clairement, solidairement avec ses partenaires naturels, un plan d'action Socialiste, qui peut se résumer en un double objectif :
- Faire résolument prévaloir une politique d'un mouvement, sur les actuelles politiques conservatrices et immobilistes,
- Viser au travers de l'indépendance future de l'Europe, la création progressive des conditions propres à promouvoir sur tous les plans la construction du Socialiste en France d'abord, dans les autres pays de la Communauté ensuite.
Je crois fermement pour ma part qu'un élément essentiel au déblocage de la situation actuelle en Europe, c'est l'arrivée de la Gauche au pouvoir en France. Notre adhésion à l'Europe, elle n'est ni aveugle, ni inconditionnelle.
Nous voulons un accord qui tout à la fois relancera l'Europe et favorisera l'expérience de la Gauche du pouvoir.
Le programme commun, nous l'avons vu, ne s'oppose pas à l'Europe, il lui donne une dimension nouvelle et le restitue dans sa véritable finalité. Déjà les échos rencontrés par le programme commun dans le mouvement Socialiste européen l'attestent à l'évidence.
Camarades, le déblocage de la construction européenne, dimension nouvelle et nécessaire du Socialisme, passe par la victoire de la Gauche en France et

implique une adhésion sans réserve à la construction européenne, à la construction d'une Europe dont nous aurons défini les objectifs, précisé les contenus, réconcilié les développements avec l'intérêt des travailleurs et qui donnera enfin sa réalité au sens profond de la vieille revendication d'une indépendance authentique, authentique parce que fondée sur l'émancipation réelle de l'homme de toutes les anciennes servitudes paralysantes.
(Applaudissements)

Le président - Je dois vous signaler la présence d'autres délégations, celle du Comité Travailliste pour l'Europe, celle du Labour Party, de l'Histadrout, et de l'Union Socialiste et Démocratique grecque. (Applaudissements)
La parole est à notre camarade Motchane, pour le rapport "L'impérialisme en Europe".
Je voudrais faire un appel avant de lui céder la parole, pour que le silence soit davantage respecté dans cette salle.

Didier Motchane

Camarades, le rapport que je vais vous présenter est une oeuvre collective, dont vous n'avez sous les yeux, dans la brochure qui vous a été distribuée, qu'une partie, environ 40 à 50%. Comme je n'ai pas l'intention de vous lire ce qui a été écrit, je me propose de commenter la totalité du rapport, dont vous trouverez le plan à la page 55 de cette brochure.
Vous y verrez que le rapport est articulé en quatre parties :
- La logique de l'impérialisme,
- Les moyens et les manifestations de l'impérialisme américain,
- Les contradictions du système impérialiste,
- enfin l'Europe, champ clos des impérialismes.

A l'intérieur de chacune de ces parties, je donnerai une importance inégale aux commentaires, de manière à pouvoir terminer dans un temps raisonnable, en tous cas en ce qui concerne ma fatigue, sinon la vôtre.
La logique de l'impérialisme est exposée dans le rapport en quatre points :
1/- Ce que cela veut dire, le concept,
2/- Comment cela marche, le mécanisme,
3/- Comment c'est vérifié, la démonstration,
4/- Enfin en replaçant l'impérialisme dans le fonctionnement du capitalisme à l'heure actuelle et les trois instruments de défense du profit.
Quand on parle de l'impérialisme, et c'est un mot très employé depuis Lénine, on peut penser à un sens vague ou à un sens précis.
Le sens vague, c'est toute domination en général d'une grande puissance, c'est à ce titre qu'on a parlé de nos jours et depuis longtemps de l'impérialisme romain, de l'impérialisme de Charlemagne, de l'impérialisme de Napoléon.
Au sens précis, c'est une notion qui a été définie pour la première fois par Lénine et qui vise une forme déterminée du capitalisme, la forme qu'a prise le capitalisme à une certaine période de son évolution.

Contribution Jean-Jaurès

Il est très important à notre sens de bien voir que quand nous, Socialistes, nous parlons d'impérialisme, nous parlons de l'impérialisme capitaliste. Ceci renvoie à une analyse précise que nous allons voir, qui est tout à fait déterminée, parce que la structure de l'impérialisme c'est la structure même du capitalisme.
En effet, l'impérialisme, c'est le mécanisme que le capitalisme fabrique pour durer, très exactement pour protéger son profit.
Tel qu'il a été défini par Lénine, l'impérialisme résulte de la nécessité pour le capitalisme d'échapper à la contradiction par laquelle le développement des forces productives, dans l'économie bourgeoise - on dit aujourd'hui la croissance et la concentration du capital qui en est le corollaire - diminue le taux du profit à mesure qu'il en augmente la masse, parce qu'en d'autres termes, dans le langage de l'économie politique, la rentabilité du capital varie en raison inverse de son intensité.
Les formes de l'impérialisme sont multiples et à l'évidence elles ne sont plus les mêmes aujourd'hui que ce qu'elles étaient vers la fin du 19ème siècle ou au début du 20ème, à l'époque où Lénine a écrit l'impérialisme stade suprême du capitalisme.
Il n'en demeure pas moins que le ressort de l'impérialisme, et son caractère fondamental est le même, c'est l'exportation du capital.
En effet, le développement du capitalisme est inégalitaire et polarisé. Cette polarisation implique l'extension indéfinie du marché mondial, la multiplication des relations entre un centre et une ou des périphéries.
Dans ce mouvement de confusion croissante d'un échange inégal, l'extension mondiale des sources d'approvisionnement du capitalisme, en forces de travail et en matières premières, doit relayer à un certain moment l'extension du marché mondial des biens de consommation. Ce moment est celui où la tendance à la baisse du taux de profit ne peut plus être enrayés dans les pays où s'effectue la concentration du capitalisme en tant qu'intensification supplémentaire du coût de la vie.
A ce moment l'exportation des capitaux se superpose à celle des marchandises.
En résumé, la tendance à la baisse du taux du profit, c'est une loi que Marx a définie sans que, pendant des années, on ait pu la vérifier expérimentalement. Je vous présenterai tout à l'heure une des premières, c'est peut-être la première, démonstrations chiffrées qui aient pu être faites sur une durée assez longue pour que l'on puisse la considérer comme solide.
De quoi s'agit-il ?
Marx a prévu et on a constaté qu'à mesure que la production se développe qu'à mesure que l'accumulation se développe, qu'à mesure que la concentration du capital se développe, la part du capital constant, la part des machines, augmentait par rapport à la part du capital variable, à la part de l'apport de travail, à la part des salaires, et comme le taux d'exploitation, le taux de la plus-value trouve des limites, il arrive un moment où même si en valeur absolue la masse des profits augmente, puisque la production se développe, le taux du profit, la rentabilité du capital diminue.
C'est la raison pour laquelle, au premier problème qu'a rencontré le capitalisme,

Collection Jean Jaurès

c’est superposé un autre problème.
Le premier problème, c’était à l’époque où a commencé la production de masse, la nécessité de trouver des débouchés, c’était un problème pour la vente des marchandises et ce problème s’est posé au début de la production de masse, au début de l’industrialisation, au stade par exemple du colonialisme de l’empire.
Lorsque le phénomène dont je parle, c’est-à-dire la baisse tendancielle du taux du profit a commencé, le capitalisme s’est trouvé devant un second problème, c’est-à-dire que la rentabilité de son capital baissait en Europe. Il a donc été amené à commencer des transferts de production, c’est-à-dire non seulement à essayer d’élargir le marché de ces produits, mais à chercher plus loin, ailleurs, des endroits où se procurer de la main d’œuvre, de l’énergie et des matières premières à meilleur marché.
Le ressort de l’impérialisme, c’est cela. L’impérialisme, c’est la conséquence du développement du capitalisme, cela résulte de la nécessité pour le capitalisme d’exporter des capitaux pour procéder à des transferts de production, c’est-à-dire à chercher dans les pays que l’on appelle dans le langage capitaliste, sous développés, de l’apport de travail, de la main d’œuvre meilleur marché, de l’énergie meilleur marché, des matières premières meilleur marché.
Bien sûr, pour une part, cette évolution peut se faire sans transfert de production, on ne transfère pas, la production importe les travailleurs, c’est l’apparition en Europe de ce phénomène formidable des travailleurs immigrés. Mais, pour une autre part, et ceci a commencé avant l’importation des travailleurs immigrés, cela a été l’exportation des capitaux.
Autrement dit, concrètement, l’impérialisme c’est une forme du capitalisme indispensable à sa survie, caractérisée par l’exportation des capitaux.
Vous trouverez ensuite dans le rapport une démonstration de ce que je viens de dire, et en particulier une démonstration de ce phénomène qui est la baisse du taux du profit. Cette démonstration a été faite par un groupe de camarades qui a examiné les profits non distribués et les profits distribués, l’ensemble des profits de l’économie américaine pendant une assez longue période, depuis les années 50. Pour lire cette partie, il faudra que vous vous reportiez à des tableaux qui malheureusement ont été reproduits avec un certain nombre d’erreurs, parce qu’ils ont été faits trop vite, que vous trouverez en annexe. Je ne vais pas vous infliger la lecture de la démonstration, ni la lecture des tableaux, je vais simplement vous en donner la conclusion.
On a constaté que l’origine des profits formés dans l’espace économique américain en 1950, pour plus de 80% des produits non distribués provenait de l’intérieur et du secteur non financier. En 1972, le pourcentage est tombé à 64%. Donc les secteurs financiers et les profits venus de l’extérieur ont pris rapidement une grande importance.
Deuxièmement, ce travail montre la réalité de la baisse du taux des profits. Vous verrez qu’il n’est pas facile de l’estimer et qu’en fait on estime que sur une vingtaine d’années, la baisse réelle du taux de profit aux Etats-Unis est en moyenne de 15%.
Pour en terminer avec cette introduction un peu abstraite, je voudrais retracer

l'impérialisme, c'est-à-dire l'ensemble de la stratégie du capitalisme, pour parer à cette menace mortelle pour lui qui est la baisse du taux de profit dans l'ensemble des stratégies du capitalisme.
Au cours de son développement, le capitalisme détermine successivement, en effet, 3 moyens pour contrecarrer ce phénomène de la baisse, de la tendance de la baisse du profit.
Le premier se confond avec le principe même du capitalisme : c'est l'intensification de la force de travail disponible sur les lieux de la concentration capitaliste.
Le second, c'est l'extension de cette exploitation à la force de travail et donc à la force de travail des pays de l'extérieur et l'impérialisme, concrètement, c'est effectivement l'extension des relations, à cause de cela, entre pays dominant et pays dominés, et vous voyez comment l'impérialisme est la conséquence de cette fonction même du développement du capitalisme.
Enfin, depuis environ vingt ans de cette manœuvre, au moins, le capitalisme a dû s'inventer un troisième moyen pour irriter l'érosion de son profit. Le troisième moyen c'est l'inflation permanente.
Bien entendu, la hausse des prix est quelque chose qui existe, qui est apparu depuis plus de vingt ans, mais ce qui est nouveau, c'est le caractère continu et permanent de la hausse des prix.
Et cette inflation c'est, pour le capitalisme des monopoles, le moyen pour répercuter sur l'ensemble des travailleurs et l'ensemble des consommateurs, la hausse de ses coûts.
Par conséquent, un moyen supplémentaire d'échapper à l'érosion de son propre profit.
Ces 3 moyens : l'exploitation de la force de travail du pays, l'impérialisme, c'est-à-dire l'exploitation de la force de travail des autres et l'inflation permanente ne sont pas exactement alternatifs ; ils se sont, dans le temps, progressivement superposés.
Dans une 1ère phase, le capitalisme trouvait sur place une main d'œuvre qui en fait, était soumise à ses exigences ; elle n'avait pas le moyen d'y échapper ; la classe ouvrière, dans sa période de formation était soumise à la pression permanente du chômage ; cette période a été celle d'une sur-exploitation de masse des travailleurs, obtenue en grande partie par une extension de la durée de travail, aucune législation sociale n'existait.
C'est à partir du moment où la tendance à la baisse de ce taux a commencé à jouer qu'effectivement le capitalisme est entré, à commencer d'entrer dans sa phase impérialiste, caractérisée par les transferts de productions qui recherchaient ailleurs de la main d'œuvre sous-payée.
L'inflation permanente est un phénomène beaucoup plus récent. La substitution d'une hausse continue est liée au passage, dans la structure du capitalisme, du capitalisme des monopoles et à l'interpénétration des grandes affaires privées.
Puisque le volume du capital investi croît plus vite que celui de la production, le simple maintien de la rémunération unitaire du capital implique une croissance des profits plus rapide que celle de la production, d'où un taux d'exploitation

Confédération Jean Jaurès

constante, une pression croissante sur les prix.
Or, dans le capitalisme monopoliste, la grande entreprise est en mesure d'imposer ses prix au marché.
Loin de freiner aux monopoles, l'interpénétration de l'entreprise les développe... (suite inaudible).
Il faudrait demander aux camarades de parler un peu moins fort parce que je commence à ne plus m'entendre moi-même...
(Applaudissements)
Ceci m'amène à la conclusion de cette deuxième partie de l'impérialisme, c'est la caractéristique de la phase monopoliste du capitalisme.
C'est en effet à partir du moment où la concentration du capital a atteint un degré élevé, qui est le moment de la formation des monopoles, le moment de l'inversion du capitalisme concurrent, du capitalisme des monopoles qu'ont commencé à se développer les phénomènes de l'impérialisme.
Lénine a pris l'impérialisme à son début. Pour Lénine un monopole c'était un monopole de 1000 travailleurs.
Aujourd'hui, le stade monopoliste du capitalisme commence à arriver à un moment où il prend des formes différentes. Mais, ce qu'il est important de voir, et ce que je souhaiterais montrer, c'est la continuité et la logique de cette collusion.
La deuxième partie a pour titre : les moyens et les manifestations de l'impérialisme américain.
Elle comprend 4 parties : les aspects économiques, idéologiques, politico-militaires, et une dernière partie qui est un point d'interrogation : assiste-t-on au début d'un déclin de l'hégémonie, à l'heure actuelle ?
Les moyens et les manifestations de l'impérialisme américain : le fondement de l'impérialisme est un fondement économique.
Un des aspects économiques de l'impérialisme américain, c'est qu'il a contribué à la dépression de l'impérialisme.
Vous trouvez un paragraphe qui s'appelle : le monde sous la dépendance américaine. Bon. J'ai l'intention de passer dessus, étant donné que cela résume un certain nombre de données qui sont plus ou moins connues, du moins dont le sens général est connu depuis longtemps.
Ensuite, se trouvent 2 paragraphes qui examinent les moyens qui ont assuré cette suprématie américaine :
1°) le contrôle des relations commerciales et des matières premières ;
2°) le contrôle du système monétaire international.
Alors, si vous le permettez, je vais, non pas développer l'ensemble de ces choses, mais vous raconter… prendre deux points de chacun de ces sujets :
1°) vous raconter la petite histoire du Nixon Round ou plutôt de la préparation du Nixon Round puisque, pratiquement, il n'a pas encore commencé et 2°) prendre un point relativement secondaire, semble-t-il, mais très éclairant, qui est le rôle des institutions monétaires internationales, dans la stratégie de l'impérialisme américain.
Donc, je vais essayer de vous résumer la manière dont se pose le problème du

Confédération Jean Jaurès

Nixon-Round qui, comme vous le savez, devrait être la plus vaste négociation commerciale de tous les temps et est donc quelque chose de très important pour l'ensemble des relations entre l'Europe et les Etats-Unis, et les pays exploités, les pays du tiers-monde.
L'origine apparente du Nixon Round c'est l'opinion que les Américains ont de la crise du dollar révélée par... enfin dont la cause immédiate a été l'accumulation des déficits de la balance commerciale des Etats-Unis.
Je ferai une remarque préliminaire.
On parle couramment de l'impérialisme américain. En fait, l'impérialisme américain n'est pas une chose simple, parce qu'il met en jeu des intérêts complexes, des intérêts qui requièrent des arbitrages et le Nixon Round est un bel exemple de cela.
Traditionnellement, aux Etats-Unis, les agriculteurs et les syndicats étaient libre-échangistes parce qu'ils tenaient à ce que les gens, les travailleurs puissent trouver des biens de consommation le moins cher possible, et les industriels, eux, étaient des protectionnistes, comme le sont généralement les industriels, en tout cas du premier temps au développement d'une industrie. Or, depuis vingt ans, il y a eu une inversion complète de des positions.
Les syndicats, dans le Nixon Round, ont pris deux positions : il y a, d'une part, la position des syndicats américains et la position des agriculteurs, et celle des industries qui ont, pour marché principal, le marché américain et, de l'autre côté, dans le camp opposé, on trouve la position des très grandes entreprises, des entreprises multinationales.
Les entreprises multinationales n'ont pas d'autre objectif réel que l'abaissement des droits de l'autre pays et, en particulier, de la communauté économique européenne. Pourquoi ? Parce qu'ils n'en ont pas besoin étant donné qu'ils ont des Etablissements en Europe, par exemple. Autrement dit, pour eux la négociation commerciale n'est qu'une arme, n'est qu'un moyen pour obtenir ce qui les intéresse, et ce qui les intéresse, c'est un système monétaire international qui contribue à permettre, à favoriser leur développement ; ce qui les intéresse, c'est la liberté la plus complète pour les exportations de capitaux.
En revanche, les entreprises américaines qui travaillent pour le marché intérieur, les agriculteurs et les syndicats sont de plus en plus hostiles aux entreprises multinationales américaines.
Eux, pour commencer, ils sont protectionnistes, ils veulent réserver le marché américain aux entreprises américaines.
En second lieu, ils sont hostiles aux entreprises multinationales parce qu'ils sont hostiles à transférer leur production. Ils disent, en effet, que les entreprises multinationales exportent en Europe, ou dans les pays du tiers-monde, des emplois qu'elles enlèvent à l'Economie des Etats-Unis, parce qu'une entreprise multinationale exporte en Europe ou en Amérique latine, pour créer des emplois, des capitaux et que ce sont ainsi des capitaux qu'elles n'utilisent pas aux Etats-Unis même pour créer des emplois pour les Américains.
Donc, vous voyez que l'impérialisme américain aussi à ses contradictions internes et nous assistons, aux Etats-Unis, à quelque chose qui se passe en

Collection Jean Jaurès

France, avec des difficultés, avec des reculs mais c'est finalement le grand capital, les entreprises multinationales qui font prévaloir, d'une manière générale, sur le gouvernement en particulier, leur point de vue.
Dans la négociation du Nixon Round, la position américaine était de refuser tout lien entre le Nixon Round même, c'est-à-dire la négociation commerciale, et le problème du développement du système international. C'était en effet montrer le rôle que le gouvernement des Etats-Unis, inspiré par ces grandes entreprises, entendait voir naître de ces négociations, par des moyens de pression sur les Européens, pour les obliger à accepter leur volonté en matière monétaire. C'était aussi un moyen politique de donner satisfaction aux revendications des syndicats, aux revendications des moyennes entreprises, qui s'exprimait ainsi.
En fait, les exigences des Américains sont très nombreuses, mais il faut bien voir qu'elles partent d'une position déjà très inégalitaire.
Le tarif douanier américain est, en moyenne, beaucoup plus élevé que les tarifs douaniers européens. D'autre part, ce que les Américains exigent des Européens, c'est qu'ils abaissent leurs tarifs douaniers non seulement à leur égard, mais à l'égard du Japon, de manière à diminuer la concurrence que les marchandises japonaises font à la production américaine sur le marché intérieur américain. En troisième lieu, les Américains remettent en cause les accords préférentiels que la Communauté Economique Européenne accordait à un certain nombre de pays exploités, par le moyen de la Convention de Yaoundé, par exemple. Enfin, les Américains réclament la destruction, le démantèlement du Marché Commun agricole et de la politique agricole commune.
Mais, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, les intérêts réels, en tout cas les intérêts prépondérants que les Américains ont en tête, ne sont pas d'ordre commercial. Leur objectif, c'est de construire un système monétaire international qui continue de leur procurer des privilèges analogues à ceux qu'ils ont trouvés dans celui qui a été instauré dans le monde par les accord s de Bretton Woods.
Je vais passer maintenant au troisième point, qui est le contrôle du système monétaire international par les Etats-Unis.
1°) de la stratégie du dollar, disons jusqu'au 15 août 1971, c'est-à-dire jusqu'à la date où les Etats-Unis ont décidé, unilatéralement, de suspendre la convertibilité du dollar.
2°) du rôle des institutions monétaires internationales dans les mécanismes de l'impérialisme.
Le dollar n'est pas que le symbole de la puissance financière des Etats-Unis, il en est aussi le principal instrument. C'est en dollars que sont facturées la plupart des transactions internationales. C'est en dollars que s'effectuent les mouvements de capitaux à court terme, placés sur le marché en ce qu'on appelle précisément les eurodollars. C'est en dollars - à part l'or et, marginalement, depuis trois ans, à part les droits de tirage spéciaux - que sont conservées les réserves des banques centrales et que les banques centrales interviennent sur les marchés des changes pour défendre le taux de leur monnaie.
Ce statut privilégié du dollar produit des effets de domination très forts sur

l'économie de l'ensemble des pays, puisque la trop grande majorité des pays entretient des relations financières et commerciales importantes avec les Etats-Unis.
En 1945, ce n'était pas le dollar, c'était l'or qui était au centre du système monétaire international ; les parités des monnaies étaient définies en or. Mais les monnaies autres que le dollar étaient tenues de se maintenir sur le marché des changes dans un rapport fixe, limité, l'une envers l'autre. En fait, pour respecter cette obligation, les banques centrales ont pris très rapidement l'habitude d'intervenir sur le marché des changes, non pas avec de l'or, mais avec des dollars, le dollar étant la seule monnaie totalement convertible à la fin de la guerre.
Ce faisant, les Etats-Unis prenaient un risque. Le risque, c'était que les banques centrales qui accumulaient des dollars en demandant la conversion en or. Mais, en revanche, les Etats-Unis bénéficiaient d'un privilège extraordinaire et d'un privilège absolu qu'ils étaient les seuls à avoir : ils n'avaient pas besoin de prélever sur leurs réserves pour défendre la parité de leur monnaie. Ils pouvaient laisser les autres banques centrales amasser de l'or et escomptaient bien que celles-ci ne chercheraient pas à en obtenir la conversion, en tout cas à l'époque où la plupart des grands pays commerçants avaient une balance commerciale déficitaire avec les Etats-Unis.
A partir de 1960, il y a eu un changement d'évolution, la balance commerciale des Etats-Unis s'est dégradée, elle a fini par devenir déficitaire en 1971 et comme depuis quinze ans les Etats-Unis multipliaient les exportations de capitaux, pour l'aide militaire à l'étranger, pour l'aide économique à l'étranger et, surtout, pour l'exportation des capitaux investis à l'étranger - cela, c'est l'impérialisme - ils ont accumulé des déficits et les banques centrales des autres pays ont accumulé des dollars. Cela a duré un certain temps et, au bout d'un certain nombre d'années, cela n'a plus pu durer, la confiance des pays étrangers, la confiance des banques centrales, évidemment, était atteinte, elles commençaient de plus en plus à renâcler pour accepter des dollars sans les changer en or et, en août 1971, les Etats-Unis ont suspendu la convertibilité de leurs dollars, c'est-à-dire qu'ils ont dit qu'ils ne rembourseraient pas leur dette en or.
Depuis lors, la valeur du dollar par rapport à la plupart des autres monnaies a baissé, en moyenne, d'environ 30%. Cela a été l'un des moyens principaux dont les Américains se sont servis pour rétablir leur balance commerciale et, par parenthèse, à partir de ce moment-là, on voit que le Nixon Round lui-même perd beaucoup de sa signification ; à partir du moment où, par le seul fait du jeu des parités, la monnaie américaine et les prix américains diminuent de 30%, une discussion portant sur quelques% de différence entre des droits de douane perd beaucoup de son importance.
Evidemment, si la dévaluation de la monnaie américaine rend beaucoup plus agressive la production américaine sur les marchés étrangers, elle rend aussi plus cher l'investissement américain à l'étranger. Mais, ce qu'on a constaté, c'est que, malgré ce handicap à l'exportation des capitaux, celle-ci semble se

poursuivre à un rythme sensiblement peu différent de celui qu'elle avait avant 1971.
Deuxième point : le rôle des institutions monétaires internationales dans les mécanismes de l'impérialisme.
Tel qu'il s'exprimait au 19ème siècle, l'impérialisme mettait aux prises des ensembles nationaux relativement petits, il y avait plusieurs centres de l'impérialisme à l'époque de Lénine, qui relevaient tous des mêmes structures économiques, sociales et politiques, mais qui cependant entraient en concurrence. C'est à partir de la Première Guerre Mondiale et avec l'effacement progressif de l'Europe qui en est résulté, le développement accéléré de la puissance économique des Etats-Unis, que la notion d'économie dominante est venue se surimposer au concept d'impérialisme.
Jusqu'à présent - c'est un problème que nous verrons tout à l'heure - les impérialismes concurrents ont eu tendance à s'effacer devant l'impérialisme dominant de la super-grande puissance que sont devenus les Etats-Unis.
Or, les rapports entre l'impérialisme et les institutions internationales ont traduit cette évolution. Ces institutions internationales, dont vous connaissez le développement et dont vous savez aussi les espoirs qu'elles ont pu porter, qui ont été créées à partir de 1945, ont pu apparaître effectivement, dans une première période, comme des lieux de rencontre supranationaux qui mettaient tous les membres sur un pied d'égalité, qui étaient préoccupés de la défense des intérêts collectifs des Nations associées et qui étaient, par conséquent, en mesure de s'opposer efficacement au développement des impérialismes. C'était l'espoir qu'on avait dans le développement de ces institutions en 1945.
Mais, dans une large mesure, et nous le voyons aujourd'hui, c'était une illusion. C'est vrai que les institutions internationales avaient cette ambition, même avant la deuxième guerre mondiale, à la SDN. Mais déjà l'échec de la SDN illustrait la vanité de cette ambition.
En effet, l'institution internationale aménageait beaucoup plus les rapports entre les impérialismes concurrents qu'elle ne se souciait réellement de prendre en compte les intérêts de tous les pays, dominateurs et dominés. D'ores et déjà, l'institution internationale fournissait un cadre à l'action impérialiste, au lieu de s'opposer à elle, elle ne permettait en rien de protéger les faibles contre le pouvoir des plus puissants.
Cependant, dans la mesure où il y avait plusieurs impérialismes qui tendaient à se neutraliser au sein de l'instance internationale, cette dernière pouvait donner l'illusion qu'elle s'opposait effectivement à l'impérialisme.
Or, cette illusion a été longtemps entretenue, mes camarades, par la pensée Socialiste internationaliste.
Il se trouve que les faits évoluent plus vite que les institutions ; les institutions évoluent elles-mêmes plus vite que la réflexion sur les institutions et l'opinion qu'on se fait d'elles. Le Socialisme internationaliste défendait les institutions internationales en croyant, par une insuffisance d'analyse - peut-être excusable - qu'elles fourniraient un cadre qui permettrait de s'opposer à l'impérialisme. Cette opinion est encore très largement répandue, mais aujourd'hui

l'insuffisance d'analyse n'est plus pardonnable, car l'évolution des institutions internationales, parallèlement à l'évolution même de l'impérialisme, est telle qu'il n'y a plus d'ambiguïté.
Dans cette seconde période, en effet, qui s'ouvre depuis la Seconde Guerre Mondiale, et dans laquelle on est toujours, on peut estimer que les institutions internationales ont traduit l'influence exclusive, ou en tout cas prépondérante, de l'impérialisme dominant, à savoir celui des Etats-Unis. C'est vrai des institutions internationales en général, mais c'est encore plus vrai des institutions économiques et, particulièrement, des institutions monétaires : Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, AIT, sociétés financières internationales, etc.
En ce qui concerne la Banque Mondiale, tout le monde sait - en tout cas, tout le monde a les moyens de savoir - que la politique des crédits internationaux est un vecteur de l'impérialisme américain et nous en avons, mes camarades, un exemple Particulièrement éclatant avec le Chili. Vous savez que, dès l'arrivée au pouvoir de l'Unité Populaire, les crédits internationaux, les crédits du Fonds Monétaire pour la monnaie chilienne ont été coupés. Or, ces crédits jouent un rôle directeur, c'est-à-dire que la Banque Mondiale, en fait, donne le signal et c'est à partir des crédits qu'elle accorde, qui peuvent d'ailleurs être très importants, que les pays capitalistes suivent et accordent, ou n'accordent pas, des crédits aux pays qui en ont besoin. Vous avez pu voir de même, dans la presse, qu'en ce moment des négociations sont en cours et que la junte chilienne a bon espoir de voir l'aide se consolider et la Banque Mondiale, plus les Etats-Unis, plus un certain nombre de pays européens, lui accorder des crédits à long terme.
Je passe maintenant à la troisième partie et, dans cette troisième partie, je passerai - au sens premier du mot - à la fois les contradictions internes de l'impérialisme américain et la montée des impérialismes secondaires. Ce sera des analyses que vous pourrez retrouver dans un certain nombre d'endroits et, en particulier, dans un livre, qui est loin d'être parfait, qui est parfois assez discutable, mais que je recommande tout de même à tous les camarades qui s'intéressent à cette question, livre qui s'intitule : « Le nouveau déséquilibre mondial », dont les auteurs s'appellent Faire et Sebord.
J'en viens tout de suite au phénomène des entreprises multinationales.
Je passe sur la description du développement des multinationales. Vous savez que leur importance est grande ; toutefois, elle est inégale suivant les pays. Par exemple, en France, 10% actuellement de la production sont le fait des entreprises multinationales. C'est très important, mais c'est beaucoup moins important que le pourcentage réalisé par les multinationales dans des pays comme la République fédérale Allemande, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Je rappellerai aussi que la part des multinationales est évidemment particulièrement forte et, en général, très souvent prépondérante, dans ce qu'on appelle les industries de pointe, c'est-à-dire les industries qui ont le développement le plus rapide et les effets d'entraînement les plus grands.
Les multinationales, qu'est-ce que c'est ? Ce sont de grandes entreprises qui,

d'une part, produisent dans un grand nombre de pays et, d'autre part, dont le capital est dispersé entre les apports de plusieurs pays.
Je me bornerai à poser, à propos des multinationales, une question qui tient à leur nature : est-ce que les entreprises multinationales sont ou tendent à devenir des entreprises sans nationalité ? Est-ce que l'internationalisation de la production dénationalise la production ou est-ce qu'actuellement, d'abord, et tendanciellement à terme, ensuite, les entreprises multinationales conservent et risquent de conserver une nationalité dominante ?
Cette question n'a pas seulement un intérêt théorique car, comme vous vous en apercevez, mes camarades, elle pose le problème de la réalité des rapports entre la production capitaliste et l'Etat capitaliste.
Il s'agit de savoir si le capitalisme, de l'un et de l'autre, même le capitalisme d'Etat, est à un stade qui fait que le capitalisme va disparaître, ou simplement s'il va prendre une autre forme, avec le développement des sociétés multinationales.
Il existe entre autres, sur le sujet, un petit livre écrit par trois militants du PSU Jaumont (?) … et Rocard, qui comporte pour les trois-quarts une analyse que pour ma part je trouve excellente, et pour le dernier quart, une partie constructive que pour ma part je trouve radicalement fausse.
La thèse de Rocard et de ses camarades est que, d'ores et déjà, les entreprises multinationales n'ont plus de nationalité et qu'il en sera ainsi de plus en plus.
Je pense que cette thèse est radicalement fausse et qu'aujourd'hui, les grandes entreprises multinationales, dans leur grande majorité, sont américaines ; je pense qu'à l'avenir, les entreprises multinationales continueront à avoir des liens encore plus étroits, soit avec un Etat, soit avec un système, dont nous allons parler tout à l'heure.
Pour ne prendre les choses qu'au niveau des statistiques, on peut se demander si la signification des balances des paiements et des balances commerciales qui enregistrent les échanges financiers et les échanges commerciaux entre Etats, n'est pas profondément modifiée par l'importance des sociétés multinationales, à partir du moment où d'un pays à l'autre, à l'intérieur d'une société Multinationale, vous avez des échanges financiers, ou des échanges comptables, et des échanges commerciaux importants.
Mais je voudrais vous dire les deux raisons pour lesquelles les multinationales sont des sociétés américaines.
La première, c'est une question de siège. A l'heure actuelle, pour la grande majorité d'entre elles, non seulement les centres de décisions importants, ceux qui répartissent l'investissement, ceux qui orientent l'investissement et ceux qui orientent la recherche sont situés sur le territoire des Etats-Unis et sont sous l'influence prépondérante des Américains, mais pour une raison plus forte et plus durable... Parce qu'il est vrai que le profit capitaliste, de plus en plus, est international, et les sociétés multinationales ne fonctionnent que dans la liaison, sous la garantie, sous la protection d'un système politico-militaire, qu'on appelle le système politico-militaire du monde libre et qui repose essentiellement, en fait, sur la puissance de l'Etat américain.

Collection Jean Jaurès

Ça, c'est la réalité.
Alors, la question qu'il faut se poser par rapport à ce qui concerne les multinationales est la question qui déjà se posait entre Trotski et Lénine : est-ce que la concentration du capital va continuer dans un mouvement de l'univers ; est-ce que l'hégémonie américaine, qui s'est établie depuis les années 50 va continuer, ou est-ce que la montée des impérialismes secondaires, en Europe par exemple, au Japon peut-être, prendra une autonomie suffisante pour que l'on retrouve, toutes choses étant égales d'ailleurs, une multiplicité d'impérialismes, comme c'était le cas au début du 20ème siècle.
Telle est la question que doit poser le développement des sociétés multinationales.
Il y en a une seconde : quels sont les rapports entre les sociétés capitalistes, capitalisme industriel et capitalisme d'Etat, et comment ces rapports vont-ils évoluer ?

Le président - Messieurs, je vous demande de faire silence…

Didier Motchane - Nous sommes en Europe. L'Europe, à l'évidence, est tiraillée entre deux hégémonies. Il est courant que l'on oppose de manière symétrique l'impérialisme américain et l'impérialisme soviétique.
Parler de l'impérialisme soviétique est une chose absolument légitime si l'on entend par impérialisme dans le sens plus général, l'impérialisme que je rappelais tout à l'heure.
Mais si l'on garde à ce mot le sens précis, ceci mérite une petite discussion préalable.
Si l'on dit que l'hégémonie soviétique est un impérialisme, cela signifie que la nature de la société soviétique est capitaliste. Je pourrais vous démontrer et ceci n'est pas forcément l'opinion de tous les camarades qui ont collaboré à ce rapport, qu'à mon sens tout d'abord la nature de la société soviétique est sans doute une forme capitaliste, mais qu'elle n'est pas suffisamment puissante pour qu'on puisse parler d'un impérialisme soviétique.
La société soviétique est une forme de capitalisme d'Etat. Elle présente les quatre caractères fondamentaux du capitalisme d'Etat :
1°) - disparition de la propriété privée des moyens de production ;
2°) - centralisation de la plus-value ;
3°) - persistance du salariat ;
4°) - appropriation réelle de la plus-value par une minorité, une classe qui a le contrôle effectif de la plus-value, de son usage et de sa répartition.
Donc, à partir du moment où l'on pense que la société soviétique en est resté au stade du capitalisme d'état, on doit penser que l'hégémonie soviétique est un impérialisme.
Il n'en est rien pour une raison simple, c'est que l'Union soviétique n'exporte pas ou peu de capitaux et les formes de son hégémonie, elles sont politiques, elles sont militaires.
Cela ne veut pas dire que son hégémonie, sa domination ne prend pas des

Collection Jean-Jaurès

formes économiques. L'Union soviétique, par exemple, exploite un certain nombre de Pays de l'Est, dans la mesure où le rapport des prix auquel s'effectuent les échanges depuis de longues années, a permis de transférer en Union soviétique les gains de relativité réalisés au fur et à mesure par les pays dominés.
Ce n'est pas par hasard qu'une des grandes revendications des pays du COMECOM était que les échanges entre ces pays et l'Union soviétique s'effectuent au prix du marché mondial. L'Union soviétique a fini par y consentir. Mais les aspects économiques de la domination soviétique sont importants.
Cependant, on ne peut parler d'hégémonie car l'Union soviétique exporte peu de capitaux à l'extérieur, y compris dans les pays du tiers-monde. On ne peut donc parler d'impérialisme soviétique.
Ceci est d'autant plus vrai qu'il est difficile de ne pas remarquer que si l'Union soviétique a une politique de grande puissance, cette politique est forcément différente d'un impérialisme. L'aire d'extension de l'impérialisme américain est, par définition, le marché mondial ; c'est la protection et les échanges impérialistes.
On peut penser que s'il est vrai que nous assistons à un début de coopération économique entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, nous sommes peut-être au début d'une ouverture très progressive de l'Union soviétique au marché mondial. Mais c'est un fait que d'une manière générale, la sphère d'influence de l'Union soviétique est restée aujourd'hui à peu d'exceptions près, telle qu'elle était définie par les accords de Yalta. Bien sûr, il y a des exceptions... il y a la Tchécoslovaquie, il y a la progression considérable de l'influence soviétique dans le Proche Orient, mais si l'on analyse les caractéristiques de cette influence, les moyens qu'elle prend, vous verrez qu'on ne peut pas la qualifier d'impérialiste au sens précis que nous devons donner à ce mot.
Pour en terminer, j'ai intitulé ma dernière partie "l'Europe champ clos des impérialismes".
Quels impérialismes ? D'abord, l'impérialisme américain dont la domination pendant longtemps était incontestée.
Demain, c'est une question qui se pose, l'Europe peut être le théâtre d'une compétition croissante entre des impérialismes européens et l'impérialisme américain, voire entre des formes nouvelles que pourrait prendre l'hégémonie soviétique.
Si, au point de vue de l'évolution de l'Europe et du capitalisme en général, on peut dire qu'au niveau des institutions politiques et des pouvoirs d'état, le capitalisme a recouru à deux types d'évolution pour protéger son développement, assurer la concentration du capitalisme et l'établissement de l'économie de monopole, dans les pays où la concentration du capital était la plus avancée comme l'Europe du Nord ont pu se développer des institutions politiques fondées sur l'interpénétration des classes et dont le type le plus parfait se trouve dans les pays scandinaves, par exemple, du fait d'une société très intégrée où les syndicats, qui ont derrière eux l'immense majorité des

travailleurs, jouent le même rôle que les capitalistes sous l'arbitrage de l'Etat.
Dans les pays dont les sociétés sont moins intégrées et d'une manière plus précise dans les pays où l'importance des structures archéo-capitalistes ou pré-capitalistes demeurent, avec la petite agriculture, les petites entreprises, la petite production, où la structure politique résiste aux changements que le grand capital tend à imposer à l'ensemble de la société, dans ces pays-là le capitalisme a recours au fascisme. Ceci est clair dans l'Europe du Sud : en Espagne, au Portugal, en Grèce, c'est clair aussi, bien qu'avec une grande différence, au Chili.
Ce que je veux dire, mes camarades, c'est que la France est un pays qui se trouve exactement là dans une situation intermédiaire.
Nous devrions nous efforcer, au cours de ce Congrès sur l'Europe, de montrer ce que recouvre une certaine idéologie européenne ; malheureusement, les Partis Socialistes et les Parti Social-Démocrates se sont trop longtemps concentrés autour d'une situation qui n'existe pas, qui n'existe plus, la situation de l'Europe après la guerre, à l'époque de la guerre froide.
Il faudrait que la discussion que nous aurons ne soit pas, dans le sens courant du mot, une discussion idéologique, et je terminerai en disant que ceux des camarades que cela intéresse pourront trouver prochainement l'ensemble des textes dont j'ai fait le commentaire ici, ainsi que la masse des documents qui leur est attachée, au Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Georges Sarre a la parole pour une communication.

Georges Sarre

Camarades, une information : il y a trois mois intervenait au Chili un coup d'Etat militaire. Il y a quarante huit heures, nous recevions à Paris au Centre National, Béatrice Allende, elle nous apprenait ou plus exactement elle nous confirmait que la répression continuait de sévir, de s'abattre et que le Parti Socialiste chilien était la victime privilégiée de la junte, de son armée et de sa police. Elle nous invitait à multiplier les initiatives, les actions, pour renforcer la solidarité internationale.
C'est pourquoi j'informe le Congrès que la fédération Socialiste de Paris a occupé et occupe toujours les locaux de la Compagnie chilienne Lan Chile, que des drapeaux chiliens ont été plantés à Notre-Dame, à l'Etoile et à l'Hôtel de Ville. C'est à travers ce genre d'action et bien d'autres, que nous devons renforcer l'action en faveur des militants populaires et patriotes chiliens.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Mauroy.

Fondation Jean Jaurès

Pierre Mauroy

Camarades, compte tenu de l'heure nous allons devoir suspendre. Il y a encore deux rapports. Nous pensons que le mieux serait pourtant à 15 h. de reprendre le débat général et de donner la parole aux représentants des fédérations. Les rapporteurs pourront intervenir dans le cadre du débat général qui sera ouvert à 15 heures.

Tous ceux qui voudront s'exprimer au cours de la séance de l'après-midi pourront dans un instant nous transmettre leur nom et leur temps de parole.

J'ajoute, et François Mitterrand me l'indique, que les rapports de toute façon sont écrits, vous les avez dans le document qui vous a été remis.

J'ajoute encore que notre camarade Simonet, qui représente ici le Parti Socialiste belge, ne pourra pas rester avec nous cet après-midi, ni demain, nous tenons à le remercier d'avoir bien voulu être avec nous ce matin.

(applaudissements)

Je précise que notre ami Simonet est membre de la Commission européenne.

Le président - Camarades, je déclare donc la séance suspendue, nous reprendrons nos travaux à 15 h.

Coll. Fondation Jean-Jaurès